



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Développement agricole: Quelques problèmes d'une agriculture améliorée, le perche

J. Pelatan

Résumé

Zone profondément rurale du Bassin parisien oriental, le Perche reste traditionnellement fidèle à la polyculture élevage et l'améliore en cherchant à se libérer des contraintes liées au sol et à la main-d'œuvre, en restructurant ses exploitations. Mais gêné par les limitations foncières et financières, le Perche s'inquiète pour son avenir.

Abstract

Some problems of improved farming — the Perche area - Farmers in the Perche area, an extremely rural part of the Western Paris basin, are still by tradition faithful to mixed farming and stock-breeding ; improving it by attempting to overcome constraints connected with the soil and labour by restructuring their farms. But they are hampered by land and finance restrictions, and are concerned for their future.

Citer ce document / Cite this document :

Pelatan J. Développement agricole: Quelques problèmes d'une agriculture améliorée, le perche. In: Économie rurale. N°119, 1977. Répertoire de travaux actuels de Sciences Humaines dans le monde rural. p. 62;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1977.4383>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_119_1_4383

Fichier pdf généré le 08/05/2018

QUELQUES PROBLÈMES D'UNE AGRICULTURE AMÉLIORÉE, LE PERCHE

PELATAN J.

mots clés : Incertitudes, développement agricole, Perche.

Université de Paris X, Nanterre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex. Tél. 769 92 34.

Résumé : Zone profondément rurale du Bassin parisien oriental, le Perche reste traditionnellement fidèle à la polyculture élevage et l'améliore en cherchant à se libérer des contraintes liées au sol et à la main-d'œuvre, en restructurant ses exploitations. Mais gêné par les limitations foncières et financières, le Perche s'inquiète pour son avenir.

Some problems of improved farming — the Perche area

Summary : Farmers in the Perche area, an extremely rural part of the Western Paris basin, are still by tradition faithful to mixed farming and stock-breeding; improving it by attempting to overcome constraints connected with the soil and labour by restructuring their farms. But they are hampered by land and finance restrictions, and are concerned for their future.

Le Perche présente, à 100 km à l'ouest de Paris, la première zone profondément rurale du Bassin parisien, où des mutations sensibles se révèlent, aussi bien dans les paysages que dans les structures d'exploitation : évolution de la maîtrise du sol, début d'utilisation rationnelle du matériel et de la main-d'œuvre, rétraction dans la variété des types d'exploitation agricole, avec, en sous-jacence, une inquiétude persistante chez les exploitants concernés.

Le problème du sol : une nouvelle résonance

Il n'est plus, pour beaucoup, la « fin » qui cristallisait l'attention et l'effort persévérant du paysan.

La volonté de ne pas être jugés « rassembleurs de terre » aux la terre devient un support qui doit s'accommoder de la production envisagée. Mais des excès dans l'utilisation des éléments fertilisants et des herbicides ont amené une prise de conscience écologique, rejoignant en cela l'attitude des anciens qui observent et ménagent le sol.

Des difficultés dans l'utilisation rationnelle du matériel et de la main-d'œuvre

Chose courante dans le Perche, l'entraide traditionnelle entre voisins s'est maintenue, et a même connu un regain d'intensité avec la diminution de la main-d'œuvre salariée (dont la plupart des exploitants estiment ne pas souffrir vraiment) et l'apparition de nouveaux matériels à partir de 1960. Les préoccupations d'amortissement, en particulier, ont incité au rapprochement d'exploitants voisins, pour la réalisation de travaux en commun et le prêt de matériel. On rencontre surtout des associations spontanées d'exploitations voisines (3 ou 4 en général) pour des travaux exigeant plusieurs machines (ensilage) travaillant en même temps, ou au contraire pour éviter l'achat de machines en double emploi (prêts). Très rares sont les achats effectués en commun. Il s'agit donc surtout d'une entraide pour le matériel, les agriculteurs de Perche restant réticents devant la constitution de CUMA officielles, mais ces associations, de plus en plus nombreuses, portent un coup sensible à l'individualisme percheron.

Vers une simplification des types d'exploitation ?

Les « exploitations familiales » sont les plus nombreuses : elles investissent souvent au détriment du salaire familial — envisagent leur sécurité immédiate, en éliminant certains risques qui pourraient s'avérer « payants » ensuite — vivent en perpétuel équilibre, et, quelle que soit la production qu'elles augmentent, en subissent les répercussions sur l'ensemble du système — utilisent les 2 (ou 2,5) UTH au maximum des possibilités physiques — sont contraintes à pratiquer l'entraide à cause de l'ensilage du maïs.

Les exploitations à un salarié

Suivies en gestion, elles s'insèrent dans le contexte économique global ; les productions sont choisies selon les goûts, mais aussi selon des critères économiques précis (cours, marchés...). A ce niveau, interviennent encore la structure des exploitations et la qualité de la terre, dans le choix des spéculations. Elles recherchent la sécurité au prix d'un certain suréquipement ; leur capital s'accroît sans charges excessives et elles semblent n'être pas encore parvenues à leur maximum, en rendements comme en SAU.

Les exploitations associatives

Nouvellement apparues (1958...) et peu nombreuses (une cinquantaine sur 13 000) ce sont surtout des GAEC parentaux. Elles ont pris le parti de se soutenir en partageant les risques et se spécialiser en faisant retrouver à chaque membre associé la liberté de responsabilité au niveau de l'atelier. Mais l'équilibre reste à trouver entre la vie de famille et la formation, ainsi que dans la limitation du nombre des ateliers : pour la plupart, l'idéal régional serait un GAEC groupant 7-8 associés sur 5 à 600 ha, afin que les structures restent stables si l'un d'eux quitte le groupe, et pour éviter, grâce à cette diversification, d'être victime des dépressions économiques.

Un contexte mouvant et incertain

Accaparé par son travail, le paysan du Perche reste cependant ouvert aux sollicitations extérieures. Parmi les moins de 40 ans, des agriculteurs ont accueilli chez eux le conseiller agricole qui prolongeait dans le même style le maître d'école. Les journées de formation sur le terrain bénéficient d'un consentement de plus en plus large, mais posent le problème de la disponibilité : en exploitation polyvalente, l'occupation est permanente.

Un doute perce cependant devant cette formation : soucieux de ne pouvoir transposer l'innovation à son exploitation spécifique, ou conscience de posséder un niveau général trop faible pour en tirer profit ?

Les couples d'exploitants ressemblent souvent à une association où l'on peut dissocier et évaluer la responsabilité de chaque conjoint (évolution du rôle de la femme dans les fermes du Perche).

Les paysans sont inquiets quant au sort de l'agriculture (de plus en plus nettement depuis deux ou trois campagnes) et quant au sort de l'exploitation (survie ou intégration).

La catégorie de population exerçant deux métiers augmente au début de l'industrialisation avec la création de nouveaux établissements hors de l'agriculture, le développement des villes et des services publics.